

# Conférence Infos 25

## Les dimensions sociales et politiques de la crise mondiale *Conséquences pour les pays en développement*

*Rapport de la Conférence de l'UNRISD  
12–13 novembre 2009, Genève*

Ce document est la traduction en français de la publication de l'UNRISD *Social and Political Dimensions of the Global Crisis* (Conference News, UNRISD/CN25/10/1, April 2010). La version française n'est pas une publication formelle de l'UNRISD.

### Table des matières

Vue d'ensemble

Séance d'ouverture

Séance 1—Répercussions, stratégies de survie et moyens d'existence

Séance 2—Politique sociale: points de vue nationaux et régionaux

Séance 3—La politique sociale dans une perspective mondiale

Séances 4 et 5—Aspects politiques de la riposte à la crise

Séance de clôture

Programme, conférenciers et exposés présentés

### Vue d'ensemble

Il est apparu en 2008 que ce qui avait commencé comme une crise financière affectant les marchés internationaux des capitaux s'était transformé en une crise économique mondiale aux graves conséquences sociales. Les discussions au niveau international ont surtout porté sur le cheminement par lequel la crise des marchés financiers s'était transmise à l'économie réelle, les conséquences économiques, imprévues pour la plupart, de la financiarisation, les répercussions économiques de la crise et les lacunes de la régulation qu'il fallait combler. Les dimensions sociales et politiques de la crise ont été absentes de la discussion, ou, dans le meilleur des cas, abordées de manière très superficielle.

Sous l'angle du développement social, les questions suivantes revêtent une pertinence particulière:

- Quels groupes sociaux ont été les plus touchés par la crise dans les pays en développement et quelles sont leurs stratégies de survie?
- Quel rôle la politique sociale peut-elle et devrait-elle jouer face aux répercussions sociales de la crise au niveau national?
- Quelles sont les perspectives d'un changement de politique sociale au niveau mondial?
- Quelles conditions politiques sont propices à une véritable "transformation", étant donné les contraintes structurelles et les rapports de force?

Pour débattre de ces questions, l'UNRISD a organisé une conférence sur *Les dimensions sociales et politiques de la crise mondiale: conséquences pour les pays en développement*, qui s'est tenue à Genève les 12–13 novembre 2009. Des exposés ont été présentés par 24 chercheurs, essentiellement sélectionnés par un appel à documents. Les discussions avaient

pour but d'examiner les moyens de mieux intégrer les considérations sociales dans les propositions de réforme, et de se demander si la crise offrait la possibilité d'adopter des politiques de "transformation" ou si l'on assistait à un retour aux réflexes habituels.

Le résumé des travaux qui suit commence par mettre en lumière des points essentiels touchant aux répercussions sociales, au rôle de la politique sociale face à la crise et à l'espace laissé à une politique "transformatrice". Puis vient une synthèse de la teneur des discussions pendant chacune des séances de la conférence.

### ***Répercussions et stratégies de survie***

La première série d'exposés a porté sur l'impact de la crise économique mondiale sur différents groupes sociaux des pays en développement et les types de stratégies de survie qu'ils adoptent.

Dans la plupart des pays examinés, la situation du marché du travail s'est détériorée, avec des licenciements importants dans certains secteurs, un glissement d'une partie des actifs d'un emploi qualifié à un emploi non qualifié et d'un travail régulier à un travail intermittent et un affaiblissement du pouvoir syndical. Les exposés ont souligné la situation extrêmement difficile des travailleurs du secteur urbain informel, des femmes, des immigrés et des populations agricoles. Les actifs du secteur informel ont été frappés non seulement par la contraction de l'emploi mais aussi par le manque de protection sociale. Les femmes en particulier souffrent d'une plus grande insécurité de l'emploi, d'un moindre accès aux allocations de sécurité sociale, d'un alourdissement de la charge de travail—la détresse les poussant à accepter même les travaux les plus durs—et voient augmenter le volume de travail non rémunéré qui est attendu d'elles. L'accès des femmes et des filles aux soins de santé, et celui des filles à l'éducation, est souvent réduit par rapport à celui dont jouissent les hommes et garçons de la famille. Les immigrés, qui sont souvent employés dans l'économie informelle dans des conditions de précarité, sans accès à la protection sociale, et sans l'appui des membres de leur ménage ou de leur communauté, ont vécu dans une situation d'extrême précarité dans de nombreux pays. Et enfin, les retours de migrants dans leurs pays d'origine exercent une pression supplémentaire sur des régions rurales déjà en grande difficulté.

Faute d'appui notable des gouvernements, des organisations non gouvernementales (ONG) et des entreprises, et ayant de la peine à accéder aux programmes sociaux publics, la plupart des groupes vulnérables ont dû se tirer d'affaire seuls, ce qu'ils ont fait en vivant sur leurs économies, en vendant des biens à la hâte, en réduisant leur niveau de consommation et en s'endettant encore pour acheter l'essentiel. L'appel à des réseaux sociaux informels ou à des institutions pour mobiliser des ressources—ou du capital social—tient aussi une place importante dans les stratégies de survie. Si l'on part souvent de l'hypothèse que les familles et les communautés sont résilientes aux crises, on risque aussi de leur imposer une charge trop lourde, ce qui peut avoir pour effet d'épuiser leurs ressources et d'assombrir de manière irréversible l'avenir des adultes et des enfants.

Deux messages clés se dégagent de ces discussions. Premièrement, ménages, familles et communautés jouent un rôle crucial dans la protection et la reproduction sociales en temps de crise. Mais leur capacité à assumer un supplément de charges a été affaiblie par les changements structurels associés à la migration, au déclin des campagnes, au développement de l'économie informelle et à la multiplicité des crises récentes. Deuxièmement, un soutien local peut aider les gens à se tirer d'affaire mais doit s'adosser à une action nationale et internationale touchant à la politique sociale, à la politique macroéconomique et aux structures de gouvernance. Il faut des solutions institutionnelles et une action collective aux divers niveaux, local, national, régional et mondial.

## **Politique sociale**

Une deuxième série d'exposés a traité des possibilités qui s'offrent de réformer la politique sociale au niveau mondial et de mieux l'intégrer dans la stratégie de développement nationale.

Plusieurs orateurs ont souligné la nécessité d'aborder les dispositions sociales et l'assistance sous un angle plus universel et, pour ce faire, de (re)construire des États providence développementaux. Les participants ont discuté de politiques nationales appliquées actuellement. Dans certains pays des Caraïbes, les politiques sociales et politiques de l'emploi adoptées avant la crise ont fait office de stabilisateurs et ont atténué les effets des chocs économiques. En Argentine, des mesures ont été prises pour contrer les conséquences néfastes de la privatisation de la politique sociale, par exemple par la nationalisation du système de pensions. En Chine, une petite part du plan massif de relance et d'investissement est allée à l'investissement social. En Inde, toute une série d'initiatives axées en particulier sur le secteur rural ont été prises récemment, la plus importante d'entre elles étant une expansion notable du programme de mise au travail des allocataires sociaux. De nombreux exposés ont mis en lumière l'utilité des politiques sociales pour une meilleure résilience des populations; cependant, malgré le renforcement de certains programmes sociaux, la plupart des pays se sont d'abord efforcés de stimuler la croissance en investissant dans l'infrastructure et en soutenant les exportations. Les politiques retenues ne se sont pas attaquées aux problèmes posés par l'exclusion des migrants et des travailleurs du secteur informel des programmes sociaux et n'ont pas accordé suffisamment d'attention à la question de la création directe d'emplois. De plus, bien que les femmes soient sévèrement touchées par la crise, les politiques sociales et politiques de l'emploi menées pour sortir de la crise se sont montrées insensibles aux différences entre les sexes.

Dans le contexte de la mondialisation et vu les limites des ripostes nationales, l'attention s'est aussi portée sur le rôle crucial de la politique sociale régionale et mondiale, ainsi que sur la fonction nécessaire de l'aide publique au développement (APD). Des signes indiquent que certaines institutions se préoccupent davantage de la nécessité d'une politique sociale universelle. Les efforts déployés par plusieurs institutions des Nations Unies (ONU) pour faire adopter "une sécurité sociale minimale à l'échelle mondiale" consistant en un plan de base pour la protection sociale, sont intéressants à cet égard. Cependant, ils risquent de perpétuer une politique sociale conçue au sens étroit et centrée sur la réduction de la pauvreté et la protection, plutôt qu'une démarche de redistribution fondée sur des droits.

Les messages clés des exposés ont mis en évidence la relation symbiotique entre les dimensions économiques et sociales du développement. Les mesures contracycliques, de nature sociale et de relance, peuvent jouer un rôle crucial à la fois dans la reprise économique et la protection sociale. Pourtant, de nombreux pays en développement n'ont ni la capacité de mobiliser des recettes fiscales ni la marge de manœuvre politique qui leur permettrait de s'aventurer dans cette voie. D'aucuns ont même craint que l'importance nouvelle prise par le Fonds monétaire international (FMI) dans la gouvernance économique mondiale après la crise ne continue à limiter la marge de manœuvre dont disposent les pays en développement en matière budgétaire et ne sape ainsi les efforts qui sont et seront déployés pour étendre la politique sociale.

## **Révision des priorités**

Une troisième série de questions a tourné autour des possibilités de voir s'ouvrir un espace politique propice à l'application d'autres priorités par une riposte progressiste à la crise.

Les participants ont été quasiment unanimes à penser que les causes profondes de la crise actuelle et le malaise social des trente dernières années sont étroitement liés à l'idéologie dominante du néolibéralisme et au modèle de développement qui y est associé. De nombreux exposés ont souligné la nécessité de parvenir à la croissance par une autre voie, qui accorde

moins d'importance aux investissements financiers et davantage aux investissements productifs et à la création d'emplois, moins à l'orientation vers les exportations et plus à la demande intérieure, et prenne vraiment en compte les préoccupations liées aux changements climatiques, qui tiendraient une place importante dans ce programme politique de substitution. Il est à noter aussi que le retour en force de l'État, en particulier de l'État providence développemental, a été jugé essentiel à la mise en œuvre de ces nouvelles priorités. D'autres ont relevé que l'État providence développemental n'était pas complet sans une approche fondée sur des droits.

Les participants ont débattu des effets de la crise sur le néolibéralisme et se sont demandé si les ripostes classiques à la crise tentaient simplement de limiter les dégâts pour que l'ordre néolibéral finisse par triompher à nouveau ou si un programme de rupture, soucieux de la protection sociale, de l'équité et d'un développement fondé sur des droits, pourrait voir le jour. Certains orateurs ont estimé que la crise avait porté un sérieux coup aux idéologies et aux politiques de financiarisation, de privatisation et de déréglementation et que l'État réapparaissait comme un acteur de premier plan. D'autres ont souligné la très forte résilience du néolibéralisme et même évoqué la possibilité qu'il sorte renforcé de la crise. Ils ont expliqué que les perspectives d'une transformation sociale radicale après la crise dépendaient dans une large mesure de certaines directions prises par le changement structurel avant la crise. Par exemple, la financiarisation, le long déclin de l'agriculture, la part grandissante du secteur informel sur le marché du travail et la flexibilisation du travail amplifient les répercussions sociales de la crise économique *et* restreignent sérieusement les options que les gouvernements estiment avoir encore dans les domaines de la politique sociale et de l'emploi.

D'autre part, de nombreux exposés ont montré que la contestation et le militantisme de la société civile avaient joué un rôle important en plaidant pour des initiatives sociales progressistes. Toutefois, la fragmentation et la dispersion des militants nuisent souvent à leur pouvoir de transformation. En Chine, par exemple, la faiblesse des organisations de la société civile susceptibles de relayer les doléances locales et de servir de trait d'union entre la base et l'État est un inconvénient institutionnel majeur. S'agissant des institutions démocratiques, la comparaison entre l'Inde et la Thaïlande a révélé des variations dans le poids que pèsent les citoyens dans la compétition électorale, qui expliquent en partie les différences des politiques sociales appliquées par les gouvernements dans les régions rurales vulnérables. La faiblesse ou la "faible intensité" des démocraties d'Amérique latine a été avancée comme explication partielle du peu de chances d'y voir mener à bien une réforme progressiste, à quel niveau que ce soit. La pression de la société civile et les formes que peut prendre la participation démocratique ont été jugées importantes pour obtenir des politiques publiques moins attentives aux besoins du capital et plus sensibles à ceux des citoyens.

Enfin, la capacité des élites de dominer le débat d'idées signifie non seulement que des explications très sélectives et partielles de la crise et de la riposte qu'elle a suscitée limiteront le débat public et le débat sur les politiques mais aussi que les solutions proposées pourraient bien avoir pour effet de faire supporter les risques et les coûts par des groupes sociaux subalternes et des pays en développement. L'avènement d'une politique sociale vraiment transformatrice dépendra dans une large mesure des développements dans ces domaines.

## Séance d'ouverture

Dans son allocution d'ouverture, **Sarah Cook**, Directrice de l'UNRISD, s'est inquiétée du risque de voir tomber dans l'oubli ce que la crise signifie pour le commun des mortels dès que le Nord aura surmonté le choc initial et que les établissements financiers seront stabilisés. À mesure que les économies riches renoueront avec la stabilité, les perspectives, ouvertes par la crise, d'autres politiques susceptibles de donner des résultats plus durables et plus équitables, risquent de disparaître. Elle a exprimé l'espoir que la conférence attirerait l'attention sur les

dimensions négligées de la crise et discuterait des moyens d'intégrer une dimension sociale dans les mesures qui seraient prises en sortir.

Dans son discours liminaire, **Jomo Kwame Sundaram**, Sous-Secrétaire général au développement économique (DAES-ONU), a présenté la crise à la fois comme un danger et comme une opportunité qui, malheureusement, a-t-il dit, n'a pas été exploitée à ce jour. À l'aide de statistiques, il a mis en évidence le grave impact que la crise avait eu sur les économies réelles des pays en développement et a montré que les chocs subis au macro-niveau (par les taux de croissance, les excédents commerciaux et les réserves, l'investissement étranger direct ou les flux de l'IED et les prix alimentaires) avaient aggravé la vulnérabilité et provoqué des crises sociales (chômage, insécurité alimentaire et réduction des dépenses sociales).

Abordant la question de la gouvernance mondiale face à la crise, Jomo a estimé que le G20 risquait d'être un lieu de conflits et d'avoir, de ce fait, de la peine à agir efficacement sur des problèmes de fond liés à la fragilité financière et à l'instabilité macroéconomique. Il a signalé que les efforts déployés sous la forme de plans de relance pour la reprise des pays du G20 dépassaient de beaucoup les modestes engagements financiers pris envers l'Afrique par le biais de l'APD. Il a expliqué que le G20 était toujours dominé par les pays du G7 et qu'une grande partie de la peine qu'il s'était donnée jusqu'à présent visait à rétablir la situation d'avant la crise. Les ressources du FMI, par exemple, ont été triplées sans que l'institution fasse l'objet de la moindre tentative sérieuse de réforme. Il a donc estimé que l'opportunité d'une vraie transformation dans le domaine social n'était pas exploitée et que l'intérêt porté aux questions sociales n'était guère que rhétorique, malgré la promesse d'affecter 50 milliards de dollars à des programmes sociaux.

Jomo est revenu ensuite sur la conférence de Bretton Woods, ce moment historique de 1944 où le monde s'est doté d'un tout nouvel ordre du jour. Les objectifs visés alors allaient au-delà des considérations monétaires et financières: c'étaient le rétablissement d'échanges commerciaux équitables, une croissance soutenue, la création d'emplois, la reconstruction et le développement. C'est aussi d'une vision globale de la réforme, d'une réforme ambitieuse mais adaptée au contexte contemporain dont nous avons besoin aujourd'hui, a estimé Jomo. Les recommandations de la Commission Stiglitz, qui cherchent à combler d'importantes lacunes du système international, ont été, selon lui, largement ignorées. La Commission Stiglitz recommandait, outre une nouvelle facilité de financement (avec des droits d'expression et de représentation plus larges) et une nouvelle monnaie de réserve internationale, la création d'un conseil mondial de coordination économique, d'un tribunal international de restructuration de la dette, d'une commission sur la dette extérieure et d'une autre sur la coopération en matière fiscale, d'une autorité mondiale de réglementation financière, et d'un mécanisme de surveillance des politiques. Elle plaidait aussi en faveur d'une plus grande coordination internationale dont tous bénéficieraient, en particulier les pays en développement.

## **Séance 1—Répercussions, stratégies de survie et moyens d'existence**

Présidée par **Raymond Torres**, la première séance a traité des répercussions de la crise économique actuelle sur les moyens d'existence de différents groupes dans les pays en développement et a examiné les stratégies adoptées pour tenir bon face au ralentissement et aux difficultés économiques.

**Indira Hirway** a présenté les résultats d'une enquête menée en avril et juin 2010 sur les effets de la crise sur les petits producteurs et les travailleurs non déclarés employés dans différents secteurs à forte intensité de main-d'œuvre de l'économie indienne. Elle a expliqué

que les petits producteurs et les actifs non déclarés des secteurs à forte intensité de main-d'œuvre seront forcément les plus touchés par la baisse des exportations mais que ces effets transparaissent mal des statistiques officielles. L'enquête a révélé que le chômage et le sous-emploi avaient déjà progressé et que les salaires de ceux qui gardaient un emploi avaient baissé. De plus, certains emplois réguliers s'étaient transformés en emplois irréguliers. Dans l'ensemble, les revenus mensuels avaient diminué de plus de 30 pour cent dans certains cas. Les petits producteurs étaient parmi les plus durement touchés dans l'économie indienne. Pour faire face au ralentissement économique, les travailleurs et leurs familles étaient forcés de vendre des biens, d'emprunter davantage, de réduire leur consommation alimentaire ainsi que leurs dépenses d'éducation et de santé (concernant les filles en particulier), et d'augmenter le travail rémunéré et les activités non rétribuées des femmes. Certains retournaient dans leurs villages. De même, la baisse des fonds envoyés de l'étranger, associée à la pression à la baisse qui s'exerçait sur les salaires locaux à cause de la demande accrue d'emplois, créait des poches d'extrême pauvreté. Le manque de mécanismes institutionnels permettant de suivre une nouvelle formation ou de chercher d'autres emplois posait un grave problème à cet égard.

Indira Hirway a estimé qu'il faudrait garantir une protection sociale universelle à tous les travailleurs, prévoir des formations et des possibilités de perfectionnement, accroître la visibilité des petits producteurs et répondre à leurs besoins et mettre en place des plans de sauvetage spéciaux pour les femmes. De plus, il faudrait recourir plus largement aux programmes d'emplois garantis pour combattre les effets de la crise sur l'emploi. Enfin, après avoir estimé que la crise devrait servir à remettre en question le modèle de croissance tirée par les exportations adopté par l'Inde depuis quelques décennies, elle a souligné l'importance du marché intérieur pour les stratégies de croissance futures.

Les décennies de libéralisation économique dans le secteur agricole ont rendu les populations rurales plus vulnérables à la crise actuelle, a fait valoir **Arindam Banerjee**. En Inde, trois facteurs pèsent sur les moyens d'existence des ruraux, dont deux peuvent être directement attribués à la crise financière. Premièrement, la crise économique mondiale, qui a provoqué à ses débuts un effondrement des cours de plusieurs produits agricoles exportables, intensifie l'orientation du rendement réel à la baisse qui s'était déjà amorcée dans l'agriculture indienne et aggrave l'érosion des revenus enregistrée dans le secteur primaire après la libéralisation. Deuxièmement, la crise actuelle limite encore plus l'accès au crédit des petits exploitants et des ruraux en général, accentuant une tendance déjà inquiétante constatée depuis dix ans et liée aux réformes financières néolibérales, celle du crédit institutionnel à se retirer des régions rurales.

Le troisième facteur est lié à la contraction des emplois dans les secteurs secondaire et tertiaire, qui ont absorbé un grand nombre de travailleurs migrants des campagnes au cours des dernières décennies. Les migrations des campagnes vers les villes et entre les régions rurales et les fonds envoyés par les migrants à leurs familles restées au village ont été parmi les stratégies de survie adoptées. Comme les travailleurs migrants sont menacés de licenciement dans les secteurs des services et de l'industrie, le volume des fonds transférés à l'intérieur du pays pour aider les familles à subsister risque fort de diminuer. En même temps, les niveaux déjà alarmants de la faim et de la malnutrition dans les campagnes pourraient s'élever encore avec le retour d'une partie de ces migrants dans leurs villages. Pour juguler ces effets néfastes, Arindam Banerjee a préconisé des politiques visant à accroître la demande intérieure pour faire moins dépendre la croissance des secteurs axés sur les exportations et un retour à long terme aux cultures vivrières, accompagné d'une aide aux producteurs de cultures commerciales, d'un renforcement des mécanismes de crédit coopératifs et d'une exécution plus vigoureuse des programmes de création d'emplois prévus dans le *National Rural Employment Guarantee Act* (NREGA) (loi nationale relative à la garantie de l'emploi dans les campagnes).

**Andrew Downes** a passé en revue les effets pervers de la crise économique actuelle sur les petits États des Caraïbes. Depuis le début de la crise, les taux de croissance des économies des Caraïbes ont baissé, surtout en raison d'une chute des exportations des biens et des services (en particulier du tourisme), et d'un repli des activités du bâtiment. Il en est résulté une hausse du chômage et une baisse des emplois dans le secteur organisé au profit de l'économie informelle ou parallèle. Le manque d'emplois se fait particulièrement sentir chez les jeunes. La Barbade est le seul pays de la région qui ait un dispositif d'assurance-chômage et le nombre de ceux qui font valoir leurs droits aux prestations a sensiblement augmenté. Les syndicats ont modéré leurs revendications de hausses salariales, et des négociations collectives ont abouti à des accords sur le gel des salaires, à la réduction des heures de travail et au partage du travail. Le dialogue social et les concertations tripartites qui ont lieu à l'échelle nationale à la Barbade sont un modèle pour toute la région. Les pays des Caraïbes ont pris une série de mesures pour combattre les effets de la crise sur l'emploi et la population, appliquant notamment des politiques de stabilisation macroéconomique pour maintenir le niveau global de l'emploi et procédant à l'extension des programmes sociaux.

Cependant, la plupart de ces pays ont une marge de manœuvre budgétaire réduite, ce leur pose un grave problème. Le logement, l'aménagement du réseau routier et l'infrastructure sociale ont été les cibles principales de la relance budgétaire. Parmi les mesures visant l'emploi figurent les programmes de formation et de recyclage (dans presque tous les pays), une amélioration des prestations de l'assurance-chômage (Barbade) et la mise en place de dispositifs anti-chômage (à Antigua-et-Barbuda, et aux Bahamas). D'autres pays, dont la Jamaïque, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, et la Trinité-et-Tobago, ont réagi par des transferts monétaires sous conditions. Cependant, à l'exception de la Trinité-et-Tobago qui tire un revenu de ses richesses pétrolières et gazières, les pays des Caraïbes n'avaient pas conservé d'excédent budgétaire avant la crise et manquent donc de moyens pour appliquer à relativement long terme des mesures contracycliques importantes et étendre leurs programmes sociaux.

**Emma Allen** a examiné la résilience des coopératives d'épargne et de crédit (CED) dans les pays de l'Afrique subsaharienne et des coopératives agricoles de Tanzanie dans la crise actuelle. La crise financière a eu pour effet de faire baisser le niveau des avoirs et des réserves des CED en 2008 alors que le nombre de leurs membres progressait à un rythme régulier. Cela s'explique par la déstabilisation des revenus des membres, qui s'est soldée par une réduction de l'épargne et de la capacité d'emprunter. En moyenne, les prêts ont augmenté à un rythme beaucoup plus faible que les années précédentes, malgré une augmentation de la demande. Cette faiblesse, apparue récemment, porte à croire que les CED d'Afrique font preuve de prudence face aux demandes de prêts de leurs membres.

Les coopératives agricoles souffrent à la fois de l'instabilité des prix des produits de base et d'une baisse de la demande mondiale qui se répercutent sur les revenus des producteurs. Il a été signalé en Tanzanie que de nombreuses coopératives qui achetaient aux agriculteurs leurs récoltes n'avaient pas pu les vendre à l'étranger en raison de la crise. Le gouvernement a donc élaboré une stratégie pour veiller à ce que les coopératives de commercialisation continuent à accéder au financement des banques et à fournir des services à leurs membres. Emma Allen a fait remarquer que l'application d'une telle stratégie exigeait un investissement suffisant en ressources financières et humaines. Dans l'ensemble, a-t-elle conclu, les résultats de la recherche indiquent que les économies d'échelle réalisées grâce à l'organisation en coopératives et la perspective à long terme dans laquelle elles se placent réduisent la vulnérabilité. Cependant, nombre de coopératives africaines sont faibles et ne peuvent qu'aider modestement à atténuer les effets de la crise, surtout en cas de baisse des revenus de leurs membres.

**Diane Elson** a traité des conséquences de la crise pour les processus de reproduction sociale. Contrairement à l'action qu'ils ont menée pour préserver la "reproduction de l'argent

capitaliste” (dans le système bancaire), ainsi que la “reproduction des processus de production capitalistes” (en prévenant la faillite de grandes entreprises capitalistes), les gouvernements ont été étonnamment lents à répondre aux besoins liés la “reproduction sociale des êtres humains”. Diane Elson a présenté certaines des conclusions préliminaires d’une étude de cas multirégionale sur l’impact de la crise financière sur les soins à la charge des familles. Premièrement, a-t-elle expliqué, il semble bien que les ménages fassent davantage eux-mêmes par stratégie. Cependant, il est évident que les mailles du filet de sécurité sociale sont trop lâches lorsque les ménages vendent des biens, retirent leurs enfants de l’école ou réduisent les dépenses médicales et les repas. Deuxièmement, le travail non rémunéré peut avoir pour effet d’accroître les inégalités entre les sexes en temps de crise, lorsque l’état de santé des femmes se détériore (à cause de la malnutrition et du stress), que la détresse les oblige à vendre leur force de travail à des conditions d’exploitation, à se prostituer par exemple, et que la violence domestique augmente. Cependant, les crises ont en germe le pouvoir de transformer les relations entre les sexes. Reprenant des données en provenance du Royaume-Uni, des États-Unis et d’Irlande, Diane Elson a expliqué que les hommes au chômage assumaient parfois une plus grande part du travail non rémunéré, tout en ajoutant que ces progrès pouvaient n’être que temporaires et qu’ils n’étaient pas généralisés. Troisièmement, les travaux domestiques non rémunérés risquent d’aggraver le ralentissement économique en réduisant la demande de biens marchands et en créant un “paradoxe de l’économie”. De fait, selon une conception keynésienne, les travaux domestiques non rémunérés ont le même effet que l’épargne et dépriment la demande globale. Ce qui devient le filet de sécurité d’un ménage réduit les rentrées d’un autre ménage dont les membres vivent de la vente de biens et de services.

En conclusion, Diane Elson a mis en garde contre l’idée selon laquelle familles et communautés sont suffisamment résilientes face aux crises. Elle a relevé le danger de surcharger le secteur domestique, qui risque d’épuiser ses ressources et dont les capacités humaines peuvent être irrémédiablement compromises. Diane Elson a expliqué qu’il fallait au contraire saisir l’opportunité de la crise pour progresser vers une forme plus équitable de reproduction sociale en reconnaissant les travaux domestiques non rémunérés, en les réduisant et en les redistribuant plus équitablement.

Sur le même registre, **Lourdes Arzipe** a exprimé la crainte que les répercussions sociales de la crise ne s’aggravent encore. Elle a estimé que les processus de reproduction sociale étaient soumis à une pression excessive car on leur laissait supporter une grande partie des “coûts cachés” produits par les “phénomènes de dysfonctionnement” qui entravaient la reprise économique. L’accent mis sur les aspects économiques dans les analyses de la crise conduisait à ignorer d’autres crises “gigognes” telles que les activités illicites liées aux drogues, la montée de la violence, l’augmentation de la consommation de drogues licites et de produits dopants, et les coûts médicaux de la “surconsommation”. Bien que leur importance varie selon les pays, a observé Lourdes Arzipe, ces phénomènes n’en épargnent aucun, signe qu’il serait nécessaire de reconceptualiser l’économie pour prendre en compte la question sociale et environnementale.

Lourdes Arzipe a traité en outre de l’impact de la crise sur les migrants. Les migrants internationaux comptent une proportion croissante de femmes qui circulent en suivant “les chaînes mondiales des soins”. Cette migration commence à créer de sérieux déficits de soins au Sud. La récession économique provoque un retour des migrants, ainsi qu’une baisse des fonds envoyés aux pays en développement. Cependant, cette migration de retour est moins visible dans des pays comme le Bangladesh et le Pakistan, dont les gouvernements aident les migrants à rester dans la région du Golfe. S’agissant des stratégies de survie, des statistiques de la Banque interaméricaine de développement montrent que les migrants réduisent leurs dépenses, cherchent de nouveaux emplois ou des emplois complémentaires et déménagent pour se loger à moindre coût.



**May Tan-Mullins** a comparé les stratégies de deux villages de pêcheurs se distinguant l'un de l'autre par leur culture, leurs conditions sociales et leur situation géographique: l'un en Indonésie pendant la crise asiatique et l'autre en Chine pendant la crise mondiale actuelle. À Mendahara, en Indonésie, a-t-elle expliqué, la crise s'est déroulée en deux phases. La dévaluation du rupiah indonésien a profité au secteur des pêcheries qui a pu exporter davantage. Cependant, les importations, dont les prix, début 1999, avaient augmenté de 300 pour cent, ont absorbé ce qui avait été perçu comme une manne providentielle par les pêcheurs. L'arrivée de migrants temporaires et le retour d'anciens migrants venus chercher un emploi dans le secteur des pêcheries a entraîné une intensification de l'extraction, ainsi que des conflits autour de l'accès aux ressources marines. Pour survivre, les ménages de Mendahara ont eu d'abord tendance à demander l'aide d'institutions officielles, du gouvernement notamment. Si le nombre des familles pauvres demandant des secours au gouvernement avait augmenté de manière spectaculaire, aucune annonce du gouvernement ne venait confirmer, fin 1998, que ces secours étaient en chemin. Les pêcheurs se sont donc adressés à des réseaux informels et familiaux pour combler les trous. L'entrée des femmes dans les usines et leur accès au marché du travail par le biais du travail à domicile ont été pour les familles un autre moyen de faire face aux difficultés économiques.

À Shipu, en Chine, les effets de la crise économique actuelle se sont fait sentir différemment. Premièrement, le village de pêcheurs est plus intégré à l'économie nationale (plutôt que régionale), qui est très forte. Deuxièmement, les pêcheurs de Shipu sont moins exposés aux fluctuations monétaires car le taux de change du yuan est maîtrisé. On perçoit cependant des signes de tensions sociales et économiques liées à l'arrivée des migrants. Comme en Indonésie, les ménages du village de Shipu ont demandé de l'aide aux institutions officielles, notamment aux organes des pouvoirs publics locaux. Cependant, les contributions obligatoires pour bénéficier des systèmes sociaux, percevoir par exemple des allocations de chômage et des pensions de vieillesse rendent difficile l'accès des ménages pauvres à ces prestations. De nombreuses familles ont donc eu recours à des stratégies moins officielles telles que le mariage et ont fait appel à leurs relations familiales et extrafamiliales (y compris aux Chinois hors de Chine). Des notions telles que la piété filiale et le *guanxi* (relation entre deux personnes qui peuvent compter l'une sur l'autre pour obtenir des faveurs avec ou sans attente de réciprocité) se sont révélées très agissantes. En bref, les stratégies de survie sont souvent propres au lieu et au contexte historique, économique, politique, écologique et culturel et dépendent des relations existant à l'intérieur de la communauté.

La **discussion** qui a suivi a surtout porté sur l'opportunité que représentait la crise. Björn Beckman s'est demandé si la crise actuelle était aussi une chance pour les travailleurs. Selon lui, elle les a affaiblis et la balance penchait tellement en faveur des employeurs que ces derniers pouvaient pousser plus loin encore leur avantage. Il a donc jugé très limitées les possibilités de dialogue social auquel pensait Andrew Downes et dont la Barbade donnait l'exemple. Andrew Downes a relevé que le partenariat social à la Barbade avait empêché une dévaluation monétaire et augmenté les gains de productivité mais que d'autres pays des Caraïbes avaient tenté de suivre ce modèle et avaient eu moins de succès. Sur le même registre, Rolph van der Hoeven a mis en garde contre une reprise sans emploi et a suggéré que l'État, qui avait agi en "prêteur de dernier ressort" joue maintenant son rôle d'"employeur de dernier ressort". Arindam Banerjee a estimé que l'opportunité offerte par la crise devait servir à revenir sur certaines des politiques macroéconomiques déflationnistes imposées dans le passé aux pays en développement. La reprise et le retour de la croissance ne seraient pas nécessairement profitables aux petits exploitants et producteurs indiens, a-t-il mis en garde. Indira Hirway a ajouté qu'un débat sur la reprise de l'emploi ne devrait pas porter exclusivement sur la quantité d'emplois créés mais aussi sur leur qualité et les niveaux des salaires. Lourdes Arizpe a affirmé que la principale menace était une reprise sans emploi et qu'il y avait peu de dispositifs publics pour les chômeurs au Sud.

## Séance 2—Politique sociale: Points de vue nationaux et régionaux

Au cours de cette séance, qui a porté sur les mesures de politique sociale prises par les gouvernements d'un certain nombre de pays pour sortir de la crise, les intervenants ont cherché à recenser les cas dans lesquels la crise a été l'occasion d'une réforme de la politique sociale.

La présidente, **Ramla Khalidi**, a ouvert la séance en faisant quelques observations sur l'impact de la crise dans la région arabe. Elle a relevé que beaucoup de pays de la région n'avaient certes pas été complètement épargnés, mais étaient moins durement frappés par le ralentissement économique. À propos des mesures adoptées jusqu'à présent en réponse à la crise, elle a noté que, bien que nombre de pays de la région aient les ressources et la marge de manœuvre budgétaire nécessaires pour appliquer des mesures contracycliques, ils ont donné la priorité aux interventions financières et économiques et se sont peu préoccupés des conséquences sociales et de la dynamique du genre dans le contexte de la crise, et encore moins soucieux de protection sociale.

**Sarah Cook** a étudié la question de savoir si la riposte de la Chine à la crise lui permettrait de réorienter son économie vers la réalisation de ses objectifs sociaux, comme d'autres États développementaux d'Asie orientale l'avaient fait avant elle. Le plan de relance massif de la Chine a commencé par privilégier fortement l'infrastructure, ne consacrant que 4 pour cent au bien-être social. Cependant, pour 2009, le gouvernement chinois s'était engagé à augmenter les dépenses consacrées aux programmes sociaux, notamment à un dispositif universel de santé, à élargir les programmes d'assistance sociale, et à étendre la sécurité sociale aux retraités et aux migrants.

Sarah Cook a commencé par montrer en quoi la Chine diffère d'autres États développementaux d'Asie orientale. Premièrement, la Chine a démantelé ses institutions socialistes pour se doter d'institutions propres à l'économie de marché; deuxièmement, c'est un pays "venu tardivement à la libéralisation", dont l'espace politique national est conditionné par l'environnement mondial actuel; troisièmement, vu la taille, la diversité et le système politique du pays, les politiques centrales sont difficiles à appliquer de manière efficace et cohérente, ce qui laisse une assez grande autonomie aux gouvernements provinciaux dans le choix des modalités du développement local. Si la politique sociale chinoise présente certains traits de celle des États développementaux d'Asie orientale et si la Chine a pris récemment des mesures provisoires en direction de l'universalisme, des obstacles de taille demeurent. En réalité, a expliqué Sarah Cook, le bien-être social fait l'objet de discours différents au niveau de l'État et au plan local: si l'État central prend des mesures positives pour établir des dispositifs nationaux, des programmes inclusifs et les doter de ressources accrues, au niveau local, dominé par des systèmes fragmentés, inadaptés et dotés de ressources insuffisantes, les besoins, les ressources et les dispositions varient énormément. La divergence des intérêts entre les niveaux central, régional et local, alliée à des mécanismes budgétaires insuffisants et à des incitations administratives perverses, constitue un obstacle majeur à la traduction de l'objectif de "société harmonieuse" du gouvernement central en une meilleure redistribution et un recul de l'exclusion au niveau local.

Sarah Cook a estimé en conclusion que la Chine était en train de laisser échapper l'opportunité, créée par la crise, de restructurer sa stratégie de développement économique et social dans le sens d'une augmentation de la demande et de la consommation intérieures. Au lieu d'amener la Chine à se rapprocher de l'État providence développemental, a-t-elle expliqué, la crise révèle au contraire les limites de l'autoritarisme en matière sociale. Pour éliminer les freins institutionnels aux réformes prévues, la Chine devra créer des mécanismes institutionnels pour permettre à des voix différentes de se faire entendre et à son système

politique de concilier des intérêts divergents en ouvrant des espaces à la participation populaire.

**Lorraine Corner** a présenté les conclusions d'une étude réalisée au Cambodge, en Chine, en Indonésie, en République démocratique populaire lao et au Viet Nam sur les conséquences pour les femmes et les enfants des ripostes budgétaires des gouvernements à la crise actuelle. Elle a examiné quatre types de politiques: les subventions, les allègements fiscaux, les travaux publics et la protection sociale. Premièrement, les subventions, si elles sont axées sur la consommation, ont des chances de bénéficier aux femmes mais elles sont alors liées à certains produits seulement. De plus, elles sont difficiles à retirer une fois en place et réduisent ainsi l'espace budgétaire laissé aux politiques de réduction des inégalités entre les sexes. Deuxièmement, les avantages initiaux des allègements fiscaux, qu'ils touchent les revenus ou la production, ont tendance à favoriser les hommes, qui ont des chances d'être à la tête d'entreprises qui paient des impôts et ont un niveau de revenu suffisant pour être imposés. Troisièmement, l'impact de l'infrastructure sur les femmes par opposition aux hommes dépendra des types d'emplois créés. Dans ce sens, comme les travaux publics à forte intensité de capital tendent à employer des engins maniés par des hommes, les principaux bénéficiaires seront sans doute des hommes. Lorraine Corner a estimé que, pour renverser cette situation, il fallait des politiques publiques spécifiques pour les femmes. Quatrièmement, les programmes de protection sociale sont très importants pour les groupes vulnérables, bien que leur financement ne soit pas forcément à la portée des pays à long terme. Elle a souligné qu'en outre, les modalités d'application et les conditions fixées risquaient d'exclure certains groupes, en particulier les femmes.

Les responsables politiques ont peu analysé jusqu'à présent les impacts différenciés de la crise et des ripostes budgétaires sur les femmes et les hommes, sauf en Indonésie: telle est la principale conclusion de l'étude. Celle-ci met aussi en évidence le manque de données ventilées par sexe sur la distribution des coûts et des avantages à l'intérieur des ménages, bien que des données préliminaires laissent à penser que l'impact de la crise est plus fort sur les femmes et les filles alors que les bienfaits des ripostes budgétaires profitent plutôt aux hommes. Lorraine Corner a donc appelé à soutenir les organisations féminines pour les aider à s'impliquer dans les concertations sur la politique économique et à maintenir cet engagement, à suivre avec attention l'évolution de l'économie et à apporter une contribution éclairée dès les premiers stades de l'élaboration des politiques. Elle a aussi souligné la nécessité d'observer les répercussions de la crise en produisant des données ventilées par sexe et de prendre en compte la dimension du genre lors de l'exécution du budget et pas seulement lors de l'affectation des ressources.

**Govind Kelkar** a comparé les expériences faites par la Thaïlande pendant la crise asiatique et par l'Inde pendant la crise mondiale actuelle. Il a montré que dans les deux pays, les hommes avaient plus bénéficié des politiques de relance que les femmes car la plupart des nouveaux emplois avaient été créés pour des projets d'infrastructure urbaine et concernaient le maniement d'engins. Les femmes sans qualification n'en avaient pas bénéficié du tout.

En revanche, les femmes se sont occupées des travailleurs migrants au chômage qui rentraient chez eux et ont dû, pour ce faire, consacrer plus d'heures au travail. Dans ce sens, le "bol de riz familial" est de plus en plus le produit du travail des femmes. Selon Govind Kelkar, le plan de relance introduit par le gouvernement indien en décembre 2008 penchait fortement en faveur des campagnes, car ses principales interventions consistaient à subventionner engrais et produits alimentaires, à apporter des dérogations aux dispositions régissant les prêts agricoles pour sortir de la crise les exploitants de cultures commerciales et à accélérer la mise en application de la loi nationale relative à la garantie de l'emploi dans les campagnes. Au contraire, pendant la crise asiatique, la Thaïlande a axé ses politiques sur les régions urbaines et les travailleurs des villes. Pour expliquer la différence des ripostes thaïlandaise et indienne, Govind Kelkar a évoqué l'importance du vote des ruraux dans la politique indienne, nationale

et régionale, facteur qui n'existait pas en Thaïlande au moment de la crise asiatique. En Inde, les pauvres des campagnes ont pris une telle place dans la politique électorale que les responsables politiques ont été obligés d'adopter plusieurs lois pour réduire les inégalités qui s'étaient creusées entre les villes et les campagnes, entre les ethnies et entre les sexes, en raison de tendances à la croissance très inégales. Aussi les plans de relance et ceux qui suivront la reprise doivent-ils de plus en plus tenir compte des inégalités entre les sexes, a conclu Govind Kelkar.

**Azim Manji** s'est employé à faire la lumière sur la façon dont la crise touchait les plus pauvres au Bangladesh. Il s'est inspiré, pour ce faire, des travaux du projet bangladais SHIREE (*Stimulating Household Improvements Resulting in Economic Empowerment*), qui s'attache à améliorer les moyens d'existence des plus pauvres pour les aider à parvenir à l'autonomie économique. Azim Manji a expliqué que l'extrême pauvreté que connaissent les 10 pour cent les plus pauvres de la population était qualitativement différente de la pauvreté modérée et appelait donc une démarche et une riposte différentes. On peut expliquer la différence par le fait que les ménages extrêmement pauvres ont moins de biens, des mécanismes de soutien négligeables et des ressources en capital social et humain beaucoup plus faibles. Azim Manji a signalé que les effets de la crise mondiale au Bangladesh s'ajoutaient à ceux d'autres crises, alimentaires et liées au dérèglement climatique, qui réduisaient encore la résilience des populations extrêmement pauvres. Selon Azim Manji, la volonté de développer les ressources pour les pauvres fait défaut. Le nombre des extrêmement pauvres a atteint 14 millions, principalement à cause des énormes lacunes du système de sécurité sociale bangladais. Sur ce point, Azim Manji a plaidé pour un changement radical dans le sens d'un gouvernement plus responsable et comptable. Son organisation a élaboré pour les groupes les plus durement touchés une stratégie de sauvetage qui comporte quatre volets: réduction de la vulnérabilité par des transferts d'argent et de biens et une formation; réduction de l'exclusion sociale, économique et politique; augmentation des chances d'accéder à un financement et à des biens; et transformation des politiques et des programmes publics.

**Ousmane Faye** a présenté un rapport préliminaire sur les effets de la crise actuelle au Sénégal, qui étudie les chances de la voir servir à améliorer la politique sociale du pays. La crise mondiale a touché le Sénégal par le biais de la baisse des fonds envoyés de l'étranger, de l'aide et des exportations, du recul du tourisme et du report ou de l'annulation de projets d'investissement étranger direct, et a coïncidé avec une crise alimentaire, une crise pétrolière et une crise des finances publiques au Sénégal. Ousmane Faye a expliqué que le gouvernement sénégalais a des moyens d'action limités du fait de l'impossibilité de recourir à la politique monétaire en raison de son appartenance à l'Union économique et monétaire ouest-africaine, une marge de manœuvre budgétaire étroite et des institutions peu à même d'engager des réformes et de les mener à bien. Selon Ousmane Faye, le gouvernement s'est plus attaché jusque-là à améliorer les finances publiques qu'à combattre les conséquences sociales de la crise. Dans ce contexte, des donateurs sont intervenus soit pour essayer de convaincre le gouvernement de lancer un programme de transferts monétaires sous conditions (le Fonds des Nations Unies pour l'enfance) soit pour lancer eux-mêmes des programmes pilotes de transferts monétaires et de tickets alimentaires (la Banque mondiale et le Programme alimentaire mondial). Cependant, la fragmentation des initiatives et l'incapacité du gouvernement à se les approprier lui semblent problématiques.

Ousmane Faye a conclu que la crise pouvait servir à repenser la politique sénégalaise de protection sociale de deux manières. Premièrement, pour rationaliser le secteur de la protection sociale, il faudrait que les initiatives fragmentaires des donateurs s'intègrent toutes dans un cadre cohérent. Le gouvernement devrait demander aux donateurs de l'aider à concevoir un système de protection sociale cohérent et financièrement viable, d'application universelle et que la nation puisse s'approprier. Deuxièmement, les efforts tendant à établir une stratégie nationale et cohérente en matière de protection sociale devraient s'accompagner

d'une réforme budgétaire pour obtenir une meilleure affectation des ressources, surtout en temps de crise.

**Camila Arza** a étudié la récente nationalisation des fonds de pension privés en Argentine. Elle a expliqué que la crise financière mondiale et les carences du système de pensions privé avaient ouvert une brèche dans laquelle s'était engouffrée la nationalisation, entrée en vigueur en novembre 2008. Elle a mis en évidence trois problèmes touchant aux fonds de pension privés: les coûts budgétaires du passage de régimes reposant sur la répartition à des régimes reposant sur la capitalisation, une couverture de plus en plus lacunaire et des frais d'administration élevés. Après la crise de 2001, qui a exacerbé ces faiblesses, un train de mesures a été mis en œuvre pour augmenter le nombre des bénéficiaires et a donné des résultats positifs. Une réforme introduite en 2007 a instauré l'affiliation automatique des nouveaux travailleurs au régime de pension de l'État et a autorisé les actifs affiliés à des caisses privées à revenir au régime public, décision qui s'est soldée par une forte augmentation du nombre des actifs affiliés au système public.

La crise financière mondiale ayant fait apparaître au grand jour les risques encourus en investissant les contributions des actifs sur les marchés financiers, le gouvernement argentin a pu adopter rapidement la loi sur la nationalisation, sans opposition politique. Cependant, le nouveau régime nationalisé ne s'est pas encore attaqué à plusieurs problèmes anciens de la politique des pensions liés notamment à l'extension de la protection aux travailleurs du secteur informel pour parvenir à une couverture universelle et aux inégalités sur le marché du travail qu'il faudrait compenser pour instaurer l'égalité des sexes. Il se heurte aussi à la difficulté d'assurer une indexation suffisante des prestations (pour laquelle une nouvelle loi a été récemment adoptée et mise en application) et de maintenir la viabilité financière du système à long terme.

Le régime des pensions en Argentine, a souligné Camila Arza, est encore loin de prévoir des pensions équitables, suffisantes et abordables pour toute la population. Si la crise a fait surgir de nouvelles difficultés, elle a aussi offert une chance de combler certaines des déficiences du système précédent. Cependant, pour exploiter pleinement cette chance, a-t-elle estimé, il faudra un consensus pour bâtir des institutions assez fortes pour résister aux fluctuations futures et élaborer une stratégie à long terme qui permette de ne pas sacrifier le bien-être des générations futures à celui des générations présentes ou vice-versa. En définitive, a reconnu Camila Arza, dans un pays comme l'Argentine où le marché du travail est de plus en plus informel, il faudra s'acheminer vers un régime de pensions universel, fondé sur des droits, pour que ceux qui travaillent dans l'économie parallèle soient aussi couverts.

Dans son exposé, **Bernard Casey** a entrepris d'évaluer la performance du nouveau régime de pensions du Nigéria, qui a été privatisé en 2001 sur le modèle du système chilien. La réforme s'inscrivait dans une vaste initiative de privatisation destinée à libéraliser les structures de l'économie nigériane; elle devait permettre d'augmenter le nombre des bénéficiaires et de résoudre des problèmes de paiement. Cependant, comme dans le cas chilien, le système a péché par la lenteur de la pénétration, l'incapacité de faire augmenter le nombre des bénéficiaires et les charges administratives élevées.

Bernard Casey a ensuite évalué l'impact de la crise actuelle, qui a touché le Nigéria au travers de l'instabilité des cours du pétrole et des contraintes budgétaires qui en ont résulté pour le gouvernement. Aux pertes enregistrées dans la production pétrolière se sont ajoutés la très grande volatilité de la bourse et les scandales qui ont éclaboussé les banques liées à la fois au secteur pétrolier et aux fonds de pension. Le gouvernement a injecté des fonds dans les banques en difficulté, ce qui a fait baisser les taux d'intérêt au moment où l'inflation augmentait, provoquant un effritement de l'épargne des pensions. Si les plaintes relatives aux arriérés restent d'actualité, il y a eu très peu de débat sur la possibilité d'investir les fonds de pension dans des projets de développement à long terme. Selon Bernard Casey, cela est dû

principalement à l'absence d'offre et de demande d'obligations de longue durée, ce qui fait que le système, en investissant principalement dans des obligations du gouvernement fonctionne en réalité comme un régime reposant sur la répartition. De plus, la monétisation des dettes gouvernementales implique un affaiblissement de la valeur réelle des pensions à l'avenir. Enfin, a expliqué Bernard Casey, la mauvaise cote de la gouvernance est une autre raison majeure pour laquelle la réforme des pensions, dans l'ensemble, n'a pas été une réussite. Il a conclu qu'il pouvait être dangereux de se servir d'une réforme des pensions comme d'un instrument de développement économique plutôt que l'inverse et a estimé que le versement de pensions fondées sur des droits passait par l'existence d'un minimum de droits, de confiance et de capacité de l'État, et que toutes ces conditions n'étaient pas forcément remplies dans le cas nigérian.

Pendant la **discussion**, une première série de commentaires de l'assistance a porté sur les investissements dans l'infrastructure comme l'une des principales mesures de sortie de crise. Un participant a demandé par quels procédés on pouvait assurer une meilleure prise en compte des femmes et des groupes vulnérables dans les investissements. Lorraine Corner a rappelé qu'il existait de bonnes pratiques permettant d'intégrer les femmes dans les programmes d'infrastructure et que les quotas en faisaient partie; elle a aussi souligné l'importance d'associer les femmes à la prise des décisions relatives aux investissements dans l'infrastructure de l'eau et de l'assainissement dont elles sont les principales utilisatrices. Govind Kelkar a indiqué que les travailleuses en Inde avaient été tenues à l'écart tant des travaux préparatoires à la mise en œuvre du programme prévu au titre de la loi NREGA que du contrôle des actifs en voie de constitution, ce qui avait incité certaines à revendiquer une plus large participation. Sarah Cook a ajouté que l'infrastructure serait essentielle pour stimuler la croissance en Chine et en Afrique, surtout une croissance propre à créer des emplois et à ouvrir des perspectives sociales, et à aider ainsi les exclus. La difficulté consiste à concevoir rapidement une infrastructure qui puisse créer de la croissance à long terme.

Plusieurs commentaires et questions ont porté sur la politique des pensions. Ben Fine a fait valoir que la nouvelle politique de la Banque mondiale, qui préconise un système reposant sur plusieurs piliers, dont un pilier géré par l'État, consiste *de facto* à utiliser les ressources de l'État pour préserver la valeur des pensions privées autant que cela est politiquement acceptable après l'effondrement de la valeur des actifs et des niveaux de prestations. Sur ce point, Bernard Casey a relevé que la Banque mondiale et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) avaient commencé à modérer leur conception de la politique à mener en matière de pensions mais n'avaient pas encore fait de propositions viables pour les retraités dans la crise actuelle. En définitive, a-t-il ajouté, il s'agit de savoir si les citoyens veulent assurer une pension à certains groupes de l'administration politique. Camila Arza a noté que la rapidité avec laquelle la Banque mondiale avait mis en œuvre les prescriptions sur la privatisation des pensions dans les années 1990 contrastait vivement avec la lenteur avec laquelle les idées nouvelles sur le premier pilier ou les pensions sociales étaient appliquées aujourd'hui. Il faut s'employer beaucoup plus à faire accepter l'idée de l'universalisation des pensions, a-t-elle recommandé.

### **Séance 3—La politique sociale dans une perspective mondiale**

Présidée par **Gabriele Koehler**, la troisième séance a débattu de la nature du discours tenu sur la politique sociale au niveau mondial, qui est en train de changer, et des conséquences qui en résultent pour les politiques sociales futures dans un contexte de développement.

**Ben Fine** a mis en garde contre la tendance à considérer que les opportunités et les dangers créés par la crise pèsent le même poids dans la balance. Le néolibéralisme, a-t-il fait remarquer, fait preuve d'une résilience inouïe dans les ripostes politiques actuelles, qui se

distinguent par l'ampleur et la portée des plans de sauvetage financier. Abordant la relation entre financiarisation et néolibéralisme, Ben Fine a expliqué que la financiarisation était un moteur et un socle du néolibéralisme qui, malgré le discours de la "dérégulation", avait en fait amené des États très interventionnistes à réglementer en faveur du capital privé. Selon Ben Fine, la financiarisation récente, qu'il a définie comme l'expansion de la part des actifs financiers dans le produit intérieur brut (PIB), la prolifération des instruments financiers, la montée de la spéculation et l'invasion de la finance dans l'économie et la reproduction sociale, présente trois dimensions importantes. Premièrement, la financiarisation en est venue à dominer complètement l'économie mondiale. Deuxièmement, nous sommes maintenant dans la deuxième phase du néolibéralisme, dans laquelle la nécessité de faire face aux conséquences dramatiques de la première phase, celle de la "thérapie de choc", a conduit l'État à intervenir ouvertement pour soutenir le processus de financiarisation. C'est ce qu'a révélé de manière spectaculaire le sauvetage du secteur financier. Et troisièmement, il est nécessaire de reconnaître les incohérences qui existent tant à l'intérieur de l'idéologie et de la pensée académique, de la politique et de la pratique néolibérales qu'entre elles.

Cela posé, Ben Fine a donné son évaluation de l'avenir de la politique sociale. Il a examiné la manière dont la Banque mondiale concevait la politique sociale et soulevé deux grandes questions. Premièrement, au lieu d'acheminer les ressources directement vers les États, elle les affecte maintenant au secteur privé. Il est important de noter que, si la tendance à se servir de l'État pour favoriser la montée du secteur privé est antérieure à la crise, elle s'est accélérée avec la riposte à la crise. (Par exemple, dans un rapport récent sur la politique de la santé pour l'Afrique, la Banque mondiale considère les entités du secteur privé comme les principaux prestataires de soins et recommande d'acheminer les ressources, comme les fonds des donateurs, vers ce secteur et d'assouplir la réglementation locale pour faciliter le fonctionnement des entités du secteur privé.) Deuxièmement, la démarche prônée par la Banque mondiale en matière de politique sociale a été souvent arbitraire, mettant en avant les notions de "risque" et de "vulnérabilité", au détriment d'une conception systémique des causes de la pauvreté. En conclusion, Ben Fine a proposé une autre approche présentant deux caractéristiques centrales. Premièrement, elle se concentrerait sur les dispositions prises par le secteur public, ce qui reviendrait à reconnaître que la politique sociale doit être à la fois propre au pays et spécifique selon les programmes (l'eau, l'éducation, la santé et les pensions, par exemple, ont chacun leur spécificité). Deuxièmement, les programmes individuels seraient replacés dans le contexte d'un État providence développemental.

**Bob Deacon** a examiné la riposte qui commence à se dégager au niveau mondial en matière de politique sociale à la lumière de deux questions: premièrement, la politique sociale est-elle abordée dans une perspective résiduelle ou plutôt universelle? et, deuxièmement, la crise a-t-elle renforcé ou affaibli le système de l'ONU dans la gouvernance sociale mondiale?

Nombre d'institutions ont répondu à la crise en plaidant pour l'introduction d'une sécurité sociale minimale, qui assurerait à tous une protection sociale de base. Bob Deacon a jugé cette évolution positive car on tourne le dos à l'approche du filet de sécurité prôné par la Banque mondiale pour adopter une approche plus universelle de la protection sociale. Cependant, la "sécurité sociale minimale" continue à mettre l'accent sur "les pauvres" plutôt que sur la nécessité de construire des États providence développementaux—qui demandent un plus grand investissement social et de vastes alliances entre classes. Il y a aussi des faiblesses et des obstacles à l'introduction de la sécurité sociale minimale, au moins au niveau international. Premièrement, si cette sécurité sociale minimale a été approuvée par le Conseil des chefs de secrétariat des Nations Unies, on ignore si toutes les institutions des Nations Unies participeraient à son application. Deuxièmement, une analyse des ripostes du G20 et du FMI à la crise indique que le filet de sécurité est toujours considéré comme une approche valable pour atténuer la pauvreté. Et troisièmement, si un certain nombre d'institutions des Nations Unies, telles que l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, l'UNRISD et la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement,

ont préconisé un investissement social dirigé par l'État, la Commission d'experts des Nations Unies sur les réformes du système monétaire et financier international ne s'est pas prononcée dans ses recommandations pour la construction des États providence développementaux nécessaires à la mise en œuvre d'une stratégie globale en matière d'investissement social. Bob Deacon en a conclu que la gouvernance sociale mondiale était en crise puisque la riposte à la crise est dictée par le G20 et le FMI, que les Nations Unies souffrent des contradictions entre leurs institutions et que les politiques d'investissement social ont été mises de côté.

Bob Deacon a suggéré deux solutions de rechange pour sortir de cette crise de la gouvernance mondiale. Premièrement, pour échapper aux problèmes de dépendance à l'égard des donateurs et du peu d'aide apportée par le Nord, les pays en développement doivent lever des ressources de manière indépendante pour financer une sécurité sociale minimale. Ces ressources pourraient être liées à un impôt mondial perçu par exemple sur les transactions financières. Les arguments en faveur de ce mode de financement gagnent du terrain. L'autre solution consisterait à laisser le Sud élaborer ses propres politiques d'investissement social dans l'esprit de la coopération Sud-Sud et de la coopération régionale.

**Tony Addison** a étudié les conséquences de la crise pour l'architecture mondiale de l'aide dans le contexte de ce qu'il a appelé la "triple crise": la crise financière, la hausse des prix des produits alimentaires, qui risque de reprendre au détriment des pauvres, et le dérèglement climatique, avec des émissions de gaz à effet de serre qui vont probablement s'accélérer dès que l'économie mondiale sera sortie de sa phase de ralentissement. La chute des échanges commerciaux mondiaux et du volume des envois de fonds à l'étranger qu'a provoquée la crise financière mondiale a de graves répercussions sur les ressources des pays en développement. Le ralentissement de leur croissance réduit leurs recettes fiscales, ce qui les rend plus dépendants encore de l'aide, et non pas moins. Les changements climatiques et leurs incidences sur l'économie réelle vont aussi abaisser leurs recettes.

Le fait que l'APD dépende du PIB des pays donateurs a aussi de graves conséquences. La crise financière a réduit le PIB des pays donateurs et, étant donné que l'objectif pour l'aide est exprimé en pourcentage du PIB, on peut s'attendre à une compression de l'aide dans les années à venir. La crise bancaire nationale réduit en moyenne de 10 pour cent le rendement par habitant et cette perte n'est généralement pas rattrapée dans les sept ans qui suivent. La crise bancaire actuelle est l'une des plus graves qui aient jamais touché les pays développés; elle aura un coût budgétaire élevé et l'aide sera l'une de ses victimes.

Ce constat est d'autant plus préoccupant que, avant la crise financière déjà, un grand nombre de donateurs revenaient sur l'engagement qu'ils avaient pris d'augmenter l'aide dont le volume est, dans l'ensemble, bien inférieur à l'objectif de 0,7 pour cent du PIB fixé par les Nations Unies. Tony Addison a fait valoir que la mobilisation des flux de capitaux privés était importante mais que beaucoup de pays pauvres avaient de la peine à attirer des capitaux privés, et que le retour à la rigueur qui succéderait à l'assouplissement monétaire dans les pays riches aurait des effets déstabilisateurs sur les flux de capitaux privés. Beaucoup de pays resteront donc dépendants de l'aide. Bien que de nombreux pays de l'Afrique subsaharienne aient amélioré leur système fiscal, le financement de leur budget repose encore en grande partie sur l'APD. Il est donc d'une importance capitale de la maintenir, sinon de l'augmenter.

Tony Addison s'est aussi inquiété de ce que l'accent mis sur la relance de la croissance économique mondiale ait empêché de se demander de quelle sorte de reprise le monde avait besoin. Le modèle qui avait cours avant la crise, celui d'une économie à forte émission de carbone, doit être remis en question dans le processus même de la reprise, qui nécessitera un investissement dans d'autres types d'énergie. Une taxe mondiale sur les émissions de carbone serait une façon de générer les fonds nécessaires aux objectifs de développement et aux investissements dans des sources d'énergie moins polluantes. Tony Addison a conclu par un appel à la prudence: même si ce projet était réalisable, il faudrait savoir si les recettes de la



taxe carbone serviraient à rétablir une croissance à faible émission de carbone et à réduire la pauvreté ou à sauver le secteur financier. En l'absence d'une action mondiale concertée et coordonnée, la décennie à venir sera marquée par la "triple crise".

**Manuel Riesco** a porté un regard beaucoup plus optimiste sur la crise actuelle. Avec elle s'offre, selon lui, la possibilité de parvenir à une nouvelle donne mondiale centrée sur un modèle d'État providence développemental. La crise a révélé le danger de compter sur les marchés financiers—pour les retraites par exemple. Elle a aussi montré les limites de l'orientation vers les exportations et attiré l'attention sur la nécessité de développer la demande intérieure et de considérer le régionalisme comme un complément possible. Avec l'affaiblissement du secteur financier et la crise du néolibéralisme, l'État est revenu au premier plan comme acteur de la construction d'États providence développementaux.

Les participants à la **discussion** se sont surtout interrogés sur ce que pourrait être la teneur d'un programme différent. Indira Hirway a souligné qu'un modèle à forte consommation n'était pas une option pour les pays en développement, et a plaidé pour une stratégie plus durable, équitable et à forte intensité d'emplois qui soit axée sur l'autonomie nationale. De même, Govind Kelkar a relevé qu'une stratégie de substitution devait s'attacher avant tout à combattre l'exclusion et les inégalités et consister aussi à examiner les solutions proposées par la société civile. Ajit Singh a expliqué que, maintenant que les États providence risquent de devoir réduire leurs budgets pour rembourser les dettes que les gouvernements ont accumulées en sauvant le secteur financier, les syndicats et la gauche dans les pays industrialisés avancés pourraient se rassembler autour d'une politique des revenus moderne et assortie de mécanismes pour réduire les inégalités de revenus et ramener l'inflation à un niveau plus faible. Jayati Ghosh a exprimé la crainte que la taxe carbone proposée ne soit un facteur très déséquilibrant dans un contexte où nombre de pays en développement n'ont pas d'autre solution que d'accroître leurs émissions de carbone s'ils veulent, outre la croissance, atteindre aussi les objectifs du Millénaire pour le développement. Tony Addison a reconnu que la taxe carbone était plus applicable dans les pays du Nord, d'autant qu'ils étaient les principaux bénéficiaires du carbone qu'ils avaient émis en grandes quantités pendant leur industrialisation. Cependant, a-t-il ajouté, le Sud peut apporter une contribution non négligeable en recensant les possibilités de croissance à faible émission de carbone, comme l'a fait récemment la Chine dans son plan quinquennal. Bob Deacon a estimé que si l'on voulait générer des fonds qui servent à l'environnement, il pourrait être plus souhaitable d'introduire une taxe sur les transactions financières.

Une autre série d'intervenants ont évoqué la possibilité d'appliquer un programme différent. Bob Jessop a relevé que les néolibéraux se servaient de la crise pour donner à leur programme une actualité renforcée. La gauche, a-t-il dit, ne parvient pas à se servir de la crise pour faire reculer le programme néolibéral, échec qu'elle devrait examiner de plus près si elle veut renforcer sa riposte à l'avenir. Réagissant à ce qu'elle a appelé le pessimisme de plusieurs intervenants, Jayati Ghosh s'est montrée beaucoup plus optimiste sur la crise, estimant qu'une période prolongée d'instabilité dans les économies avancées pouvait créer des opportunités et permettre de revoir de fond en comble les modèles de développement et la pensée dans ce domaine—processus qui, par le passé, a mis des décennies à aboutir.

En réponse à une question sur les répercussions de la crise sur les jeunes, Tony Addison a estimé que la gauche devait s'engager dans trois luttes distinctes ayant chacune pour enjeu la distribution: les coûts de la crise, en effet, ont été déplacés du capital vers le travail, du Nord vers le Sud et des générations actuelles vers les générations futures, qui devront vivre avec des niveaux de revenu inférieurs, des dettes plus élevées et devront en outre faire face aux problèmes du dérèglement climatique et de l'énergie.

## Séances 4 et 5—Les aspects politiques de la riposte à la crise: Contraintes structurelles, forces sociales et hégémonie du discours

Présidées par **Rio Hada** et **Charles Gore**, les séances 4 et 5 ont porté sur différentes dimensions de l'économie politique de la crise; l'immobilisme des structures économiques et politiques; le rôle de groupes de la société civile tels que les migrants et les syndicats; et les discours tenus pour expliquer la crise et les politiques choisies pour y répondre.

**Seeraj Mohamed** a traité de la financiarisation de l'économie sud-africaine. La crise financière, a-t-il dit, n'a fait qu'accentuer une faiblesse structurelle déjà existante, associée à une industrie peu performante et peu diversifiée et à un chômage élevé, ainsi que la tendance à trop compter sur l'exploitation minière et les exportations de ce secteur.

Le changement politique qui s'est produit en Afrique du Sud dans les années 1990 a amené de nombreuses sociétés sud-africaines à se restructurer et à déplacer leurs actifs à l'étranger à un moment où, dans le monde entier, les sociétés étaient entraînées dans un mouvement massif de restructuration et de concentration, déclenché en partie par le processus de financiarisation mondiale et la montée du mouvement privilégiant les droits des actionnaires (*shareholder value movement*). Les plus grandes sociétés sud-africaines qui se sont restructurées et internationalisées ont tenté de tirer parti de cette nouvelle ouverture. Cependant, lorsqu'elles ont été cotées en bourse, elles ont dû accéder aux exigences des actionnaires. Leur restructuration a eu non seulement pour buts un regroupement de leurs avoirs sud-africains et un déplacement des actifs à l'étranger, mais aussi une simplification de leurs structures internes et un recentrage sur leurs activités principales. En même temps, a expliqué Seeraj Mohamed, le gouvernement sud-africain a hésité à mettre en œuvre des politiques économiques capables de s'attaquer sérieusement aux problèmes du chômage structurel, aux profondes inégalités entre les races et à la pauvreté, de peur de faire baisser les cours des actions et de donner aux marchés financiers internationaux et aux médias économiques une mauvaise image du pays.

Les crédits octroyés au secteur privé était de l'ordre de 22 pour cent, mais le secteur privé, de son côté, n'a investi que 5 pour cent; le reste était détenu en liquidités. Les choix faits en matière économique n'ont donc pas soutenu les investissements dans l'industrie, qui auraient pu créer des emplois. Les capitaux à court terme, qui ont commencé à affluer dès 1995, ont amélioré l'accès du secteur privé au crédit, qui a été associé à une augmentation—tirée par la dette—de la consommation des ménages et de la spéculation sur les marchés immobilier et financier. Selon Seeraj Mohamed, l'impact de la crise mondiale actuelle montre que la trajectoire de croissance sud-africaine n'est pas inscrite dans la durée et qu'elle risque d'accentuer encore la dépendance de l'économie à l'égard du secteur minier. La crise a mis en évidence la nécessité de diversifier les industries et d'amener le système financier à investir à long terme dans la production.

**Jorge Nef** s'est placé dans une perspective politique en analysant les rapports Nord/Sud comme un tout intégré. Les relations entre l'État et la société, a-t-il dit, sont l'une des conditions politiques fondamentales d'un changement social progressiste. Il a démontré la justesse de ce point de vue en prenant l'exemple de la politique aux Amériques, vue comme une région intégrée, où "un ordre impérial unipolaire se maintient grâce à la remarquable continuité d'un État-nation sécuritaire et de sa répression de la démocratie". Jorge Nef a décrit la montée des attentes après la Seconde Guerre mondiale et la rupture des contrats sociaux implicitement conclus entre les entreprises, les travailleurs et l'État, qui a débouché sur une impasse dans laquelle l'inflation remplace la guerre civile. Les interventions militaires et les insurrections pendant la guerre froide ont conduit à l'apparition "d'États terroristes" ou d'États-nations sécuritaires qui réorganisent l'ordre social à partir du sommet. Il en est résulté

une réduction de l'espace laissé au peuple et un glissement de l'hégémonie idéologique à la domination et à la force brutales, comme en Amérique centrale et dans le Cône austral. Les régimes militaires ont fini par imploser, ce qui a permis de revenir à une "démocratie de faible intensité", réfractée par les restrictions économiques et politiques du consensus de Washington. Les États des Amériques n'ont pas pu dépasser la nature transnationale de leur gouvernance pour représenter la société civile et revenir à une démocratie harmonieuse.

Du point de vue de la sécurité humaine, a affirmé Jorge Nef, la modernisation telle qu'elle se pratique actuellement au Nord et au Sud aggrave la pauvreté et l'insécurité. Comme tous les processus sont systématiquement liés, les faiblesses de la démocratie en un point se traduisent par une vulnérabilité de l'ensemble du système car tous les pays sont exposés les uns aux autres, ce qui fait du rétablissement de l'ordre démocratique et de la responsabilité dans la gouvernance nationale un défi général.

Les exposés de Björn Beckman et de Ying Yu ont traité du rôle de la société civile dans l'élaboration d'une riposte progressiste à la crise.

"Face à la crise actuelle, qui va élaborer une riposte démocratique, aux antipodes de celle de l'ordre néolibéral dominant?" C'est à cette question que **Björn Beckman** s'est attaché à répondre. La réponse démocratique à la crise, a-t-il estimé, ce sont les salariés du monde entier, luttant pour des emplois décents, qui la détiennent. Cependant, cette réponse-là ne viendra pas des pays fondateurs de l'État providence, mais des pays et des régions où les classes laborieuses sont en plein essor. Si les syndicats des économies avancées peuvent sans doute encore soutenir les efforts de leurs homologues du Sud, ils doivent reconnaître que le centre du syndicalisme mondial s'est déplacé au Sud et que, par conséquent, la capacité de répondre à la crise néolibérale actuelle dépend du succès des efforts d'organisation déployés par les travailleurs du Sud. On espérait qu'en ouvrant une brèche la crise faciliterait la démocratisation mais, au contraire, elle a fait nettement pencher la balance dans le sens opposé à celui des classes laborieuses et de leurs organisations.

Björn Beckman a traité d'une étude comparative des syndicats sud-africains et nigériens, dont les conclusions indiquent que les syndicats jouent un rôle crucial en introduisant plus d'équité dans la riposte à la crise. En Afrique du Sud, la crise a renforcé l'opposition des syndicats au néolibéralisme. Les syndicats se servent de la structure tripartite établie pour peser sur le gouvernement et obtenir de lui une riposte à la crise qui soit centrée sur l'emploi. Si des dirigeants syndicaux occupent des postes clés au gouvernement, ce qui devrait être de bon augure pour une riposte centrée sur l'emploi, le gouvernement de Jacob Zuma a donné à des investisseurs privés étrangers l'assurance que l'orientation de base, favorable au marché, ne changerait pas. On voit mal quelle riposte politique pourra en sortir. Au Nigéria, la privatisation et la déréglementation a déjà affaibli la force de négociation des salariés et la désyndicalisation s'est accélérée depuis la crise, quand bien même l'opposition syndicale reste forte. Cependant, les syndicats ne s'attachent pas à influencer la politique au travers d'une structure tripartite, mais plutôt à combattre un gouvernement qu'ils jugent corrompu et inefficace. Ils réclament une politique industrielle de base qui lutte contre la désindustrialisation, ainsi qu'une réforme électorale qui rende le gouvernement comptable devant l'électorat. Les syndicats et le gouvernement sont adversaires et les premiers sont à la recherche d'alliés dans la société civile et tendent la main aux travailleurs de l'économie informelle pour renforcer leur position.

Björn Beckman a conclu en disant que l'issue de la crise dépendait de la capacité des syndicats à défendre les acquis et à se servir de la conjoncture de crise pour conclure de solides alliances qui transcendent le clivage entre le Nord et le Sud, entre l'économie organisée et l'économie parallèle pour obtenir des changements progressistes.

**Ying Yu** a traité de l'impact de la crise sur les travailleurs migrants en Chine et de leurs efforts pour articuler leurs revendications de droits et de protection. Les travailleurs migrants constituent le groupe social le plus durement touché de Chine après la contraction de l'emploi dans les zones urbaines et côtières. Sans accès à la protection sociale, ils retournent souvent dans leurs campagnes sans perspectives d'emploi. Outre le chômage de masse, ils risquent aussi de percevoir leurs salaires avec retard ou de ne pas les percevoir du tout. Dans son exposé, qui reposait sur de récentes recherches et des entretiens menés sur le terrain, Ying Yu a examiné les démarches tentées par le sommet et par la base pour répondre aux besoins et aux revendications des migrants dans le contexte de la crise.

La riposte officielle du gouvernement est un vaste plan de relance qui conjugue soutien à la consommation, formation professionnelle, microcrédits et incitations fiscales au retour. Cependant, l'aide sociale aux migrants souffre d'une distorsion en raison d'un vieux problème institutionnel qui n'est autre que le système d'enregistrement des ménages, *hukou*, qui n'a pas été modifié. Ce système divise les populations en rurales et urbaines et gère séparément leurs revendications. Il constitue maintenant une barrière institutionnelle qui empêche les migrants des campagnes d'accéder aux services et à l'aide sociale prévus pour les citoyens.

Les démarches de la base s'entendent principalement des tentatives faites par les migrants pour défendre leurs droits en s'organisant et en s'entraïdant. Les mouvements de la base sont dominés par les initiatives des travailleurs migrants eux-mêmes, tels que les *laoxianghui* (groupes formés dans les différentes localités), complétées par un peu d'aide extérieure apportée par des entreprises, des groupes de la société civile et des particuliers. D'autres organisations de la société civile et militants des droits de l'homme ont aussi essayé de mener des actions pour attirer l'attention sur les droits des travailleurs migrants et défendre ces droits. Bien que leurs arguments aient été bien reçus par les autorités, les négociations et concertations d'égal à égal font généralement défaut. Les travailleurs migrants étaient défavorisés dans les rapports avec le capital et cela n'a guère changé.

Ying Yu a conclu en soulignant que ni les élites ni les acteurs de la base ne pouvaient venir à bout des insuffisances des démarches traditionnelles adoptées pour régler les problèmes. Il faut une troisième voie qui passe par la coordination des efforts faits par les uns et par les autres et le lancement de plus larges concertations entre diverses parties prenantes.

Les deux exposés suivants ont traité de l'économie politique des discours dominants qui révèlent que les "détenteurs du pouvoir" central sont sur la défensive et tentent de se protéger en rejetant la faute sur les victimes de la périphérie et en leur en faisant supporter les coûts.

**Bob Jessop** s'est intéressé à "l'économie politique culturelle" de la crise financière. Il a mis en évidence le déséquilibre des relations entre détenteurs du pouvoir et sans-pouvoir, paraphrasant le point de vue de Karl Deutsch selon lequel le pouvoir peut se définir comme le fait de pouvoir se permettre de ne pas tirer les leçons de ses erreurs. Les sans-pouvoir n'ont pas d'autre choix que de recoller les morceaux en essayant de reconstituer ce qui a pu se passer, tandis que ceux qui ont le pouvoir peuvent faire payer à d'autres les frais de la crise tout en poursuivant sur leur lancée. Les détenteurs du pouvoir peuvent aussi définir la crise en des termes auxquels n'adhère pas forcément la majorité de la population qui en souffre mais qui peuvent permettre aux élites au pouvoir de reprendre le fil de leurs activités habituelles. Les crises présentent à la fois des dangers et des chances de changement parce qu'elles remettent en question tant des paradigmes théoriques et pratiques que la routine quotidienne de chacun. Cependant, l'issue sera différente selon que l'on reconnaîtra l'existence d'une crise "dans" le système ou d'une crise "du" système, jugement qui est en partie subjectif et en partie dépendant du pouvoir structurel. Par exemple, si le néolibéralisme a pris de l'ascendant pendant la période Thatcher/Reagan, c'est en partie en décrétant une crise "du" contrat social

de l'après-guerre, tandis que les pays nordiques, diagnostiquant une crise "dans" le système en place, l'ont gérée en procédant à un réglage fin pour le réformer.

Bob Jessop a présenté une typologie des discours: discours initiaux, discours en cours de changement, discours de diversion et discours de solution. Ces différents discours décrivent la crise de diverses manières, en en identifiant les causes et les acteurs et en montrant du doigt divers "coupables". La désignation des coupables permet de s'absoudre de toute responsabilité et, à partir de là, peut-être de prendre en charge la gestion de la crise. Dans la crise actuelle, les discours de diversion sont notamment ceux qui accusent le grand public, responsable de son endettement à la consommation, et qui incitent les consommateurs et les acquéreurs de biens immobiliers dans les économies capitalistes avancées à s'en prendre à eux-mêmes, ce qui est un moyen de désamorcer la colère et de dépolitiser une situation dont les citoyens ordinaires ne peuvent sortir qu'au prix de grandes difficultés. Un autre, de tonalité populiste, consiste à s'en prendre aux "banksters" sans jamais passer à l'action. D'autres discours de diversion consistent à incriminer d'autres économies, comme le Royaume-Uni l'a fait en blâmant les États-Unis et les États-Unis en blâmant la Chine.

Dans l'intervalle, la gestion de la crise se réduit aux meilleures politiques telles que les ont définies les partis au pouvoir, tandis que les solutions radicales, qui exigeraient un examen de fond des causes profondes, sont laissées de côté. Il arrive aussi que l'on crée un sentiment d'urgence, ce qui permet à l'exécutif de s'arroger tout le pouvoir et de se dispenser de procéder à des consultations: c'est là un autre aspect de la gestion de crise (les dépenses du plan TARP (programme de sauvegarde des actifs ou plan Paulson) aux États-Unis en sont un exemple). Après une phase de normalisation, il est trop tard pour réinterpréter la réalité et changer de cap. Considérant l'avenir, Bob Jessop a estimé que la "crise" environnementale pouvait se prêter à un discours modèle pour l'énoncé de solutions, tandis que les efforts faits pour interpréter la crise du néolibéralisme pouvaient permettre de trouver des solutions à moyen et à long terme et d'apporter les premiers secours aux plus touchés.

**Andrew Fischer** a présenté une analyse historique critique de l'évolution des discours relatifs aux crises financières. Si les discours de crise classiques citent généralement la Grande Dépression comme le parallèle historique le plus proche de la crise actuelle, Andrew Fischer a estimé que l'explosion des liquidités internationales, causée par la déréglementation internationale du secteur bancaire vers 1965, suivie par la stagflation des années 1970 et s'achevant par la crise de la dette en 1982, offrait un parallèle plus proche. La littérature ordinaire sur la crise de la dette de 1982 attribue rétrospectivement l'excès de liquidités des années 1970 aux prix du pétrole fixés par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), qui ont conduit à un excédent de pétrodollars. Pourtant, cette thèse ne faisait pas l'unanimité dans les années 1970. Robert Triffin, par exemple, éminent spécialiste de l'économie internationale, notait à l'époque que l'inflation avait commencé bien avant les chocs pétroliers et qu'elle était due essentiellement à l'expansion monétaire pour laquelle avaient opté les États-Unis pour répondre aux déficits budgétaires. Citant Giovanni Arrighi, Andrew Fischer a expliqué que l'agressivité avec laquelle les États-Unis ont cherché à attirer les mouvements de capitaux internationaux dès la fin des années 1970 a induit une inversion radicale de ces mouvements, ce qui a été la cause première de la crise de la dette de 1982. Cependant, en attirant l'attention sur l'OPEP et les emprunts irresponsables des pays d'Amérique latine, le retour du monétarisme pendant les années 1980 a construit un discours qui a attribué la responsabilité de la crise à des pays périphériques, légitimant ainsi les politiques qui faisaient porter à ces pays la charge de l'ajustement et détournant l'attention de ceux qui étaient les premiers moteurs de l'expansion des liquidités internationales et de l'inflation dans le monde.

De la même manière, Andrew Fischer s'oppose à l'argument de commentateurs contemporains tels que Martin Wolf et Paul Krugman qui mettent en avant l'offre et qui estiment que, transférée aux États-Unis, la "surabondance de l'épargne" due à l'excédent des

réserves chinoises de devises a été l'un des facteurs qui ont contribué le plus à la bulle du crédit aux États-Unis. Selon le discours classique, repris par Martin Wolf, l'épargne chinoise a créé du crédit trop bon marché pendant trop longtemps, "il fallait que quelqu'un emprunte cet argent", ce qui sous-entend que la Chine devrait réévaluer sa monnaie et libéraliser son secteur financier pour corriger ces déséquilibres.

Andrew Fischer a critiqué ces commentateurs, qui se servent d'un discours keynésien pour justifier des arguments qui partent de l'offre, et a rappelé que, selon Keynes, l'épargne s'adapte à la demande globale et non l'inverse. Au lieu d'accepter l'argument selon lequel le gouvernement chinois s'est trouvé "bon gré, mal gré" en train d'accumuler d'énormes quantités de réserves (pour paraphraser Krugman), Andrew Fischer a proposé une autre lecture, liée à la réorganisation, depuis la crise de l'Asie orientale, des chaînes de production internationales dirigées par des sociétés du Nord. Se référant à Jan Kregel, il a noté que, vue sous cet angle, la crise contemporaine pourrait être l'expression de la force des entreprises américaines plutôt que de leur faiblesse, étant donné qu'une grande partie des réserves chinoises représente en fait des bénéfices non rapatriés de sociétés du Nord, entre autres prétentions étrangères aux actifs financiers nationaux.

**Les commentaires** de l'assistance sont revenus sur l'analyse des discours de crise. Bob Deacon a donné l'exemple du New Deal pour illustrer une crise "dans" le système, qui a entraîné une transformation radicale des politiques, et s'est demandé si l'existence de crises "dans" le système et de crises "du" système avait encore une importance si elles conduisaient à des transformations radicales comme une taxe verte et un "New Deal vert"? À cela, Bob Jessop a répondu que le New Deal était une riposte à une crise sévère "de" l'ordre *économique* plutôt que d'un système *politique*, et, de ce fait, n'avait pas marqué de tournant vers un régime exceptionnel, comme ce fut le cas en Allemagne avec la riposte fasciste pendant la République de Weimar, qui a répondu à une crise politique et institutionnelle de l'État et à une crise idéologique majeure. On ne peut pas introduire de changement fondamental, a-t-il ajouté, en redéfinissant la crise comme interne au néolibéralisme. Suite à la discussion sur les relations entre les États-Unis et la Chine, il a noté que l'on vivait dans un marché mondial intégré et que ces relations devaient être étudiées sous l'angle de la "co-dépendance pathologique de ces économies sur le marché mondial" plutôt qu'en termes posant comme hypothèse leur indépendance comme variétés distinctes du capitalisme.

Une autre série de questions a porté sur la lutte des travailleurs. Les intervenants se sont demandé quelle devait être la stratégie des travailleurs dans le contexte de la crise actuelle, sur quels autres modèles de croissance ils devraient s'aligner et comment passer d'un programme défensif à un programme qui sache anticiper et vise à réorienter le rôle de la production. Björn Beckman a répondu que, pour ce qui est des droits des travailleurs et des stratégies alternatives de développement dans des pays particuliers, la réponse à ces questions dépend de la façon dont l'État est constitué. La mesure dans laquelle l'État peut agir en allié variera en conséquence. En général, a-t-il expliqué, les travailleurs doivent se mobiliser à partir des contradictions qu'ils constatent sur leur lieu de travail concernant par exemple les conditions de travail et la distribution des bénéfices et des recettes. La première démarche doit donc être la défense des droits. Les syndicats ne devraient pas attendre de l'État qu'il définisse des stratégies, a-t-il dit. Au contraire, c'est à eux de formuler des stratégies alternatives de développement. De même, Seeraj Mohamed a noté que les luttes des travailleurs en Afrique du Sud sont le reflet de la situation locale, nationale et internationale. La crise s'est accompagnée d'un surcroît d'activité, tel qu'un déplacement du pouvoir dans le parti majoritaire mais aussi dans les milieux ouvriers; les syndicats s'engagent davantage dans les débats sur la politique macroéconomique, et l'on assiste à quelques tentatives de décrédibilisation du programme libéral du parti au pouvoir. D'autre part, un certain nombre de participants se sont inquiétés de la compétition qui s'installe entre les travailleurs des différents pays, en particulier entre le Nord et le Sud.

## Séance de clôture

**Peter Utting** a dit que la conférence avait été l'occasion de porter un regard systémique sur les dimensions sociales et politiques de la crise, ce qui n'avait pas été fait dans les milieux politiques ordinaires. Il est revenu sur une question centrale posée par la conférence: où allons-nous en termes de stratégie de développement et de politique sociale? Les orateurs ont imaginé des scénarios très différents: un système reconstitué dans lequel les marchés retrouvent leur place centrale, un déplacement vers une politique sociale universelle ou des perspectives de transformation plus marquées. En même temps, il a mis en garde contre une analyse qui se traduirait directement en mesures et mettrait l'accent sur des réformes et des options particulières sans tenir compte des conditions politiques nécessaires à un changement social et économique ni de la dynamique institutionnelle. À cet égard, les discussions de la conférence ont fait ressortir un certain nombre de points essentiels:

- la nécessité de comprendre les rapports de force, les réactions des élites, la nature des relations entre l'État et les entreprises et les contraintes structurelles;
- l'importance de lutter par le discours, notamment de déconstruire les discours dominants et d'établir des programmes;
- l'importance de reconfigurer l'équilibre des forces en renforçant les contre-pouvoirs, les mouvements syndicaux notamment, et en poussant plus loin la démocratie et le plaidoyer de la société civile, et
- de revenir à une réglementation des sociétés transnationales et des capitaux financiers, de reconstruire des États providence développementaux et de renforcer certaines institutions du système des Nations Unies.

La pensée progressiste qui s'exprime aux Nations Unies a trouvé des alliés dans les cercles de réflexion sur la politique internationale mais ce sont essentiellement le FMI et le G20 qui ont repris les rênes. Peter Utting a conclu qu'il fallait poursuivre la réflexion sur la stratégie politique à employer et faire en sorte que les solutions de rechange trouvent une plus large écoute dans les milieux politiques.

**Shahra Razavi** a mené une réflexion sur les idées à retirer de la conférence pour le programme de recherches futures de l'UNRISD. Elle a jugé que la séparation institutionnelle entre les politiques économiques et sociales était une fausse dichotomie: dans la vie des gens, les deux domaines sont étroitement liés. Cependant, les tentatives faites depuis le début des années 1990 pour intégrer "le social" à "l'économique" les ont maintenus sur des plans très inégaux. La marchandisation des services sociaux et des mécanismes de protection sociale et l'acceptation de toutes sortes de "conditions" auxquelles est assujettie l'aide aux pauvres, tels que les transferts monétaires sous conditions, ont introduit dans la politique sociale des préoccupations et des intérêts économiques étroits. Mais l'inverse ne s'est pas produit: les politiques économiques n'ont pas su reconnaître ni "prendre en compte" le développement social (qu'il s'agisse de la création d'emplois ou d'une notion plus large du bien-être). Elle note que paradoxalement, si la crise souligne la nécessité de systèmes de protection sociale plus universels, elle va aussi réduire les finances publiques et ainsi accroître l'attrait de filets de sécurité très ciblés. Un modèle plus inclusif et universel de protection sociale passe par des alliances entre classes et doit avoir l'agrément des classes moyennes.

Shahra Razavi a aussi plaidé pour que la financiarisation de l'économie soit mieux comprise et amène les classes et les coalitions entre elles à se reformer en conséquence. L'attention doit aussi se porter sur un troisième domaine, celui de la crise agricole, dont les origines remontent aux malencontreuses prescriptions édictées par la Banque mondiale depuis le début des années 1980. Le *Rapport sur le développement dans le monde 2008*, qui est consacré à l'agriculture, a très peu d'idées nouvelles à offrir: protection sociale pour les populations rurales mais, par ailleurs, rien de changé: plus d'agriculture pour l'exportation, plus de sociétés transnationales, réforme agraire "tirée par le marché" et ainsi de suite. Shahra Razavi a souligné la nécessité de faire des recherches sur l'économie rurale et l'agriculture pour

imaginer d'autres dispositifs qui renforcent les moyens d'existence des ruraux plutôt que de reproduire des modèles de production qui manifestement n'ont pas donné les résultats escomptés. Enfin, sur les conditions politiques d'un changement social, elle a estimé que des États démocratiques incapables d'assurer le bien-être de leur population perdaient de leur légitimité et qu'il pouvait en résulter un risque, celui de voir apparaître des mouvements liberticides. D'où la nécessité de "formes plus denses" de démocratie qui laissent place à une vraie participation et dont le bilan social soit positif.



## Programme, conférenciers et exposés présentés

**12 novembre 2009**

### SEANCE D'OUVERTURE

*Sarah Cook*, Directrice de l'UNRISD

*Jomo Kwame Sundaram*, Sous-Secrétaire général au développement économique, Département des affaires économiques et sociales (DAES) de l'ONU

### SEANCE 1 REPERCUSSIONS, STRATEGIES DE SURVIE ET MOYENS D'EXISTENCE

Présidence *Raymond Torres*, Institut international d'études sociales, Organisation internationale du Travail (OIT)

#### Conférenciers et exposés présentés

*Diane Elson*, Université de l'Essex—**La reproduction sociale dans la crise mondiale**

*Indira Hirway*, Centre for Development Alternatives, et *Seeta Prabhu*, Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) Inde—**Restructurer le développement pendant la crise financière mondiale: Leçons de l'expérience indienne**

*Andrew Downes*, University of the West Indies—**La crise économique mondiale et le marché du travail dans les petits États des Caraïbes**

*Arindam Banerjee*, Centre for Development Studies—**Les petits exploitants agricoles des pays en développement sous la pression du néolibéralisme et de la crise: Informations en provenance de l'économie rurale indienne**

*May Tan-Mullins*, Université de Nottingham—**Les leçons de deux crises financières: Vulnérabilité, résilience et ripostes de pêcheurs indonésiens et chinois**

*Lourdes Arizpe*, Université nationale autonome du Mexique et Présidente du Conseil d'administration de l'UNRISD—**La reconstitution des communautés dans le contexte de la crise**

#### Discussion

### SEANCE 2 POLITIQUE SOCIALE: POINTS DE VUE NATIONAUX ET REGIONAUX

Présidence *Ramla Khalidi*, Division du développement social, Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie occidentale (CESAO)

#### Conférenciers et exposés présentés

*Sarah Cook*, UNRISD—**La riposte sociale de la Chine à la crise économique: Vers un État providence développemental?**

*Govind Kelkar* et *Dev Nathan*, Institute for Human Development—**Redistribution et protection sociale: Confrontation des expériences de la Thaïlande (années 1990) et de l'Inde (2009)**

*Lorraine Corner*, Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)—**Les ripostes budgétaires à la crise économique en Asie: Analyse selon les critères du genre**

*Azim Manji*, SHIREE, et *Josef Devine*, Université de Bath—**Suspendues à un fil: Crise financière, risque et vulnérabilité chez les populations extrêmement pauvres du Bangladesh**

*Ousmane Faye*, Centre africain de recherche sur la population et la santé, et *Elizabeth Paul*, Université de Liège—**Les opportunités de la crise mondiale pour une politique sociale plus étendue au Sénégal**

*Camila Arza*, Faculté latino-américaine des sciences sociales (FLACSO) Argentine—**Retour à l'État: Nationalisation de la caisse de pension en Argentine**

*Bernard H. Casey*, Université de Warwick—**Les pensions au Nigéria: La performance du nouveau système des comptes personnels**

### 13 novembre 2009

SEANCE 3 LA POLITIQUE SOCIALE DANS UNE PERSPECTIVE MONDIALE

Présidence *Gabriele Koehler*, Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), Bureau régional pour l'Asie du Sud

Conférenciers et exposés présentés

*Ben Fine*, School of Oriental and African Studies—**Financiarisation et politique sociale**

*Bob Deacon*, Université de Sheffield—**Changement de discours sur la politique sociale: Les répercussions de la crise mondiale sur les idées relatives à la protection sociale et à la gouvernance sociale mondiale**

*Tony Addison* et *Finn Tarp*, Université des Nations Unies—Institut mondial de recherche sur les aspects économiques du développement (UNU-WIDER)—**L'architecture mondiale de l'aide et la triple crise**

*Manuel Riesco* et *Sonia Draibe*, Centro de Estudios Nacionales de Desarrollo Alternativo (CENDA) Chili—**Le bien-être et une nouvelle donne sont-ils chose possible à l'échelle mondiale? Point de vue latino-américain**

Discussion

SEANCE 4 LA CRISE—DIMENSIONS D'ECONOMIE POLITIQUE

Présidence *Rio Hada*, Service des questions économiques et sociales et du développement, Haut Commissariat des Nations Unies pour les droits de l'homme (HCDH)

Conférenciers et exposés présentés

*Björn Beckman*, Université de Stockholm—**Syndicats et politique de crise: Comparaisons entre l'Afrique du Sud et le Nigéria**

*Emma Rose Allen*, programme CoopAfrica de l'OIT, et *Samwel Joseph Maghimbi*, Université de Dar-es-Salaam—**Les coopératives africaines et la crise financière mondiale**

*Seeraj Mohamed*, Université du Witwatersrand—**L'Impact de la crise économique mondiale sur l'économie sud-africaine**

*Ying Yu*, Université de Nottingham—**Les travailleurs migrants chinois dans la crise financière mondiale : Economie politique de la riposte**

Discussion

SEANCE 5 LA REFORME DES POLITIQUES—DIMENSIONS D'ECONOMIE POLITIQUE

Présidence *Charles Gore*, Division pour l'Afrique, les pays les moins avancés et les programmes spéciaux, Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED)

Conférenciers et exposés présentés

*Bob Jessop*, Université de Lancaster—**Discours de crise et riposte à la crise**

*Andrew Martin Fischer*, Institut international d'études sociales, Université Érasme—**Les dangers du maintien des paradigmes face à la crise**

*Jorge Nef*, University of South Florida—**Dimensions sociales et politiques de la crise mondiale: Point de vue des Amériques**

Discussion

SEANCE DE CLOTURE—ORIENTATIONS FUTURES DES RECHERCHES

*Peter Utting*, directeur adjoint, UNRISD

*Shahra Razavi*, coordonnatrice de recherches, UNRISD

**L’Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social (UNRISD)** est une institution autonome qui entreprend des recherches multidisciplinaires sur les dimensions sociales de problèmes contemporains ayant une incidence sur le développement. Il est guidé dans son travail par la conviction qu’il est indispensable, pour définir des politiques efficaces de développement, de bien comprendre le contexte social et politique. L’Institut tente donc de donner aux gouvernements, aux organismes de développement, aux organisations de base et aux universitaires, les moyens de mieux comprendre comment les politiques de développement et les changements d’ordre économique, social et environnemental affectent divers groupes sociaux. Travaillant au travers d’un vaste réseau de centres de recherche nationaux, l’UNRISD vise à encourager une recherche originale et à renforcer la capacité de recherche des pays en développement.

Ses recherches actuelles portent notamment sur les thèmes suivants: Politique sociale et développement; Démocratie, gouvernance et bien-être; Marchés, entreprises et encadrement; Société civile et mouvements sociaux; Identités, conflit et cohésion; et Genre et développement.

Il est possible de se procurer la liste des publications de l’Institut, avec leurs prix pour celles qui ne sont pas gratuites, en s’adressant au Centre de référence, UNRISD, Palais des Nations, 1211 Genève 10, Suisse; téléphone: 41 (0)22 917 30 20; fax: 41 (0)22 917 06 50; [info@unrisd.org](mailto:info@unrisd.org); [www.unrisd.org](http://www.unrisd.org).

L’UNRISD exprime sa reconnaissance aux gouvernements d’Afrique du Sud, du Danemark, de Finlande, du Mexique, du Royaume-Uni, de Suède et de Suisse qui ont assuré le financement de son budget général en 2009.

Ces **Conférence Infos de l’UNRISD** ont été rédigées par Rebecca Buchholz, avec des contributions d’Elena Gaia, de Nicola Hypher, de Phornchanok Souvannaseng, de Silke Staab, de Shahra Razavi et de Peter Utting.

**Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social (UNRISD)**  
**Palais des Nations**  
**1211 Genève 10, Suisse**

**Téléphone: 41 (0)22 917 30 20**

**Fax: 41 (0)22 917 06 50**

**[info@unrisd.org](mailto:info@unrisd.org)**

**[www.unrisd.org](http://www.unrisd.org)**

Ce document est la traduction en français de la publication de l’UNRISD *Social and Political Dimensions of the Global Crisis* (Conference News, UNRISD/CN25/10/1, April 2010). La version française n’est pas une publication formelle de l’UNRISD.